



## DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

**Appel d'offres ouvert  
au rabais ou à majoration  
N° 145-22-AOO**

**Maintenance des groupes électrogènes des  
aéroports CASABLANCA-MOHAMMED V, BENSLIMANE  
et CASABLANCA/TIT MELLIL**

# TABLE DES MATIERES

<b>AVIS D'APPEL D'OFFRES</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	11
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
<b>CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES</b>	<b>13</b>
<b>ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR</b>	<b>1</b>
<b>ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE</b>	<b>1</b>
<b>ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT</b>	<b>1</b>
<b>ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)</b>	<b>1</b>
<b>CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES</b>	<b>5</b>
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 01 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	5
ARTICLE 02 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 03 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 04 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 05 : RESILIATION	6
ARTICLE 06 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	6
ARTICLE 07 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	6
ARTICLE 08 : CAS DE FORCE MAJEURE	6

ARTICLE 09 :	ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 10 :	NANTISSEMENT	6
ARTICLE 11 :	DROIT APPLICABLE	7
ARTICLE 12 :	FORMALITE D'ENREGISTREMENT	7
ARTICLE 13 :	DROITS ET TAXES	7
<b>CHAPITRE 2 :</b>	<b>CLAUSES TECHNIQUES</b>	<b>8</b>
ARTICLE 14 :	MAITRE D'ŒUVRE	8
ARTICLE 15 :	LISTE DES EQUIPEMENTS CONCERNES	8
ARTICLE 16 :	BREVETS	9
ARTICLE 17 :	NORMES	9
ARTICLE 18 :	CONTROLE ET VERIFICATION	9
ARTICLE 19 :	GARANTIE PARTICULIERE	10
ARTICLE 20 :	DUREE DU MARCHE	10
ARTICLE 21 :	OBJECTIFS DU NIVEAU DE SERVICE	10
ARTICLE 22 :	PENALITES	11
ARTICLE 23 :	RECEPTION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 24 :	DELAJ DE GARANTIE	12
ARTICLE 25 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	12
ARTICLE 26 :	MODE DE PAIEMENT	12
ARTICLE 27 :	CONSISTANCE DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 28 :	CONTROLE REGLEMENTAIRE	17
ARTICLE 29 :	MESURES ET REDUCTION DES CHARGES DE MAINTENANCE EN CAS DE PANDEMIE	18
ARTICLE 30 :	PIECES DE RECHANGE	19
ARTICLE 31 :	RAPPORTS & VALIDATION	19
	HYGIENE ET SECURITE, ASSURANCES, SURETE, POLITIQUE QUALITE	19
ARTICLE 32 :	ENVIRONNEMENT ET PREVENTION SANITAIRE	19
ARTICLE 33 :	CIRCULATION DU PERSONNEL	20
ARTICLE 34 :	RESPONSABILITES DU TITULAIRE	20
ARTICLE 35 :	SECRET PROFESSIONNEL	21
ARTICLE 36 :	PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE	22
ARTICLE 37 :	OPERATIONS NON COMPRISES :	22
ARTICLE 38 :	DEFINITION DES PRIX	22

**ROYAUME DU MAROC  
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES  
OUVERT AU RABAIS OU A MAJORATION  
N°145-22-AOO**

Le **mardi 08 novembre 2022 à 10 heures**, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Financière située près du bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **au rabais ou à majoration** concernant : **Maintenance des groupes électrogènes des aéroports CASABLANCA-MOHAMMED V, BENSLIMANE et CASABLANCA/TIT MELLIL.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré **gratuitement**, auprès de la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur). Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **[www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)** et **à titre indicatif** à partir de l'adresse électronique **[www.onda.ma](http://www.onda.ma)**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **22 000,00 DHS**

L'estimation des coûts des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme annuelle TVA comprise de : **1 486 560,00 DHS**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) au plus tard le **mardi 08 novembre 2022 à 9h00** ;
- 2) Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule précitée ;
- 3) Soit les transmettre **par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- 4) Soit les remettre, sur support papier, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus **ne sont pas admis.**

**N.B :**

Une visite des lieux, **non obligatoire**, sera organisée au profit des concurrents intéressés **selon le planning suivant :**

**Le lundi 24 octobre 2022 à 10h00 à l'aéroport CASABLANCA-MOHAMMED V ;**

**Le mercredi 26 octobre 2022 à 10h00 à l'aéroport BENSLIMANE ;**

**Le mardi 25 octobre 2022 à 10h00 à l'aéroport CASABLANCA/TIT MELLIL ;**

**(Contact : 06 60 100 823).**

ROYAUME DU MAROC  
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



**REGLEMENT DE CONSULTATION**

**Appel d'offres ouvert  
Au rabais ou à majoration  
n° 145-22-AOO**

**Maintenance des groupes électrogènes des  
aéroports CASABLANCA-MOHAMMED V,  
BENSLIMANE et CASABLANCA/TIT MELLIL**

## TABLE DES MATIERES

<b>CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	11
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
<b>CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES</b>	<b>13</b>
<b>ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR</b>	<b>1</b>
<b>ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE</b>	<b>1</b>
<b>ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT</b>	<b>1</b>
<b>ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)</b>	<b>1</b>

## CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Maintenance des groupes électrogènes des aéroports CASABLANCA-MOHAMMED V, BENSLIMANE et CASABLANCA/TIT MELLIL**

### ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

### ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur

### ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle de la caution personnelle et solidaire ;
05. Le modèle d'acte d'engagement ;
06. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
07. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
08. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
09. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
10. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
11. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante:

<http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

**NB :** Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

**ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE**

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

**Seules les offres techniques** peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

**ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR**

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

**A. Le dossier administratif : Pièces exigées**

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation ;
- A2.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres. Le cautionnement provisoire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation ;
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

**Pour les établissements publics :**

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation ;
- A2.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres. Le cautionnement provisoire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation ;
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;
- A4. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.

**B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées**

**Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché**, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :



**B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
  - Aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :
  - Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
  - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
  - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

**B2. Une attestation fiscale** ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

**B3. Une attestation** ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

**NB :** La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

**B4.** Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

**NB : Pour les concurrents non installés au Maroc** l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

**Pour les établissements publics :**

**B1. Une attestation fiscale** ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

**B2. Une attestation** ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa

copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

**NB :** La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

### C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

**Pour les groupements**, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

### D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

### E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

## ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire, par un organisme marocain agréé, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres, conformément au modèle en **ANNEXE II** du présent règlement de consultation.

**NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.**

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

1. Au nom collectif du groupement ;
2. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
3. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

**NB :** Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

*« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant »*

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

Maintenance des groupes électrogènes des aéroports CASABLANCA-MOHAMMED V, BENSLIMANE et CASABLANCA/TIT MELLIL

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

#### ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

#### ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

#### ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

**1. L'acte d'engagement**, conformément à l'**ANNEXE III**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

**Si le groupement est conjoint**, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

**Si le groupement est solidaire**, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

**NB :** Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

**2. Le bordereau des prix-détail estimatif**, conformément à l'**ANNEXE IV**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.

- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

**3. Le sous détail des prix**, le cas échéant.

**4. Le bordereau des prix pour approvisionnements**, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

#### **ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE**

Les offres financières doivent être exprimées en Dirhams marocains (**MAD**).

#### **ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Il est demandé aux concurrents de présenter les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Aussi, il est demandé à chaque concurrent d'accompagner chaque dossier (administratif et technique, additif, offre technique et offre financière) d'un **état des pièces** qui le constitue.

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans **un pli fermé** portant les mentions suivantes :

- Le nom, l'adresse, l'e-mail et le fax du concurrent ;
- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

#### **Ce pli contient :**

- Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, Deux (02) enveloppes** distinctes :
  - La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
    - Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
    - Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
    - Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
    - Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
  - La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
- Lorsque l'offre technique est exigée, Trois (03) enveloppes** distinctes :
  - La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
    - Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
    - Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;

3. Les pièces du **dossier additif (Article 6 § D)**, le cas échéant.
4. Le **cahier des prescriptions spéciales (Article 6 § E)**.
- b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**";
- c. **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre technique**".

Toutes les **enveloppes** visées ci-dessus doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

**NB : Lorsque l'appel d'offres est alloti :**

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques si elles sont exigées et les offres financières séparément pour chaque lot.

**A défaut, son offre sera écartée.**

### ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

#### 1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

#### 2. Dépôt des plis

**Les plis des concurrents** doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, les concurrents peuvent:

- Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) ;
- Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule Interface Achats à l'adresse précitée ;
- Soit les transmettre par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- Soit les remettre sur support papier au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

**Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés dans l'avis d'appel d'offres ne seront pas admis.**

Lorsque le concurrent opte pour **la soumission par voie électronique**, toutes les pièces contenues dans chacune des enveloppes, prévues à l'article 12 du présent règlement de

consultation, doivent être regroupées dans un fichier électronique conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

A cet effet, lesdites pièces doivent être signées électroniquement et séparément par le concurrent ou son représentant dûment habilité, avant leur insertion dans le fichier électronique. Cette signature se fait au moyen d'un certificat électronique délivré par une autorité de certification agréée, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Le dépôt des plis par voie électronique fait l'objet d'un horodatage automatique, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique à travers le portail des marchés publics au concurrent concerné.

### 3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être selon le mode de soumission choisi par le concurrent :

- Soit **déposé**, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;
- Soit **envoyé**, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit **transmis**, par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans cette lettre **ne sont pas admis**.

**NB : La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format papier.**

### ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

Tout pli, échantillon, document technique, prospectus ou autre document déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli, sur support papier, fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage.

Lorsque la soumission est faite par voie électronique, le retrait du pli du concurrent s'effectue par le biais du certificat électronique cité ci-haut et les informations relatives au retrait sont enregistrées automatiquement sur le registre des dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis, échantillons, documents techniques, prospectus ou autres documents peuvent les présenter de nouveau dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation.

### ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

L'ouverture des plis des concurrents présentés sur support papier et des plis transmis par voie électronique se fait simultanément durant la même séance d'ouverture des plis.

**NB : La séance d'ouverture des plis des concurrents est publique. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé**, la**



réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Les offres des concurrents, déposées sur support papier ou transmises par voie électronique, sont examinées et évaluées dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjugé.

#### **ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

#### **ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES**

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre est adressée dans un délai de cinq (05) jours ouvrables au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par **lettre recommandée avec accusé de réception** ou par **fax confirmé** ou par **tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre peut être accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, ils sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

#### **ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION**

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

#### **ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES**

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel

d'offres ont été fondamentalement modifiées ;

2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

## **ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS**

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :



**Adresse** : **Département des Achats**  
Office National des Aéroports  
Aéroport Mohammed V – Nouasseur



**Boîte postale** : BP 52, Aéroport Mohammed V – Nouasseur



**E-mail** : achats@onda.ma

**NB** : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir **à compter de la date de réception** de la lettre d'éviction et **au plus tard dans les cinq (05) jours suivants**.



## CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

### Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Maintenance des groupes électrogènes des aéroports CASABLANCA-MOHAMMED V, BENSLIMANE et CASABLANCA/TIT MELLIL

### Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

#### ❖ Pour les concurrents résidents au Maroc :

Il est exigé des concurrents, la production de la copie certifiée conforme à l'original du ou des certificats de qualification et de classification, valide (s), dans le(s) secteur(s), qualification(s) et classe(s) suivant(s) :

Secteur	Qualification	Classe
J	J2	3

**NB : En cas de groupement, chaque membre doit fournir le certificat de qualification et de classification selon la nature du groupement, conformément à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.**

#### ❖ Pour les concurrents non-résidents au Maroc dispensés du certificat de qualification et de classification :

**C1.** Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

**C2.** **Les attestations de référence**, originales ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations de maintenance des groupes électrogènes d'importance et de complexité similaires.

Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant (**supérieur à 1 000 000,00 Dhs TVA comprise par an**) ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation ;
- L'année de réalisation (**Entre 2018 et 2022 incluse**).

### Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

### Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

1. La méthodologie d'exécution du marché de maintenance suivant les exigences du présent appel d'offres et les instructions du constructeur ;
2. Le planning prévisionnel proposé de la maintenance préventive.

**Profils exigés du personnel minimum affecté au projet :**

- a. **Un (1) chef de projet** en qualité d'ingénieur en génie électrique ou mécanique ou électrotechnique ou électromécanique ou équivalent disposant d'une expérience d'au moins **deux (02) ans** dans le domaine de la gestion des projets.
- b. **Deux (02) techniciens** ayant un diplôme délivré par l'OFPPT ou équivalent en électricité, électromécanique, automatisme ou équivalent et disposant d'une expérience d'au moins **six (06) ans** dans le domaine de maintenance des groupes électrogènes.

**Fournir pour tous les profils ci-dessus :**

3. Une copie certifiée conforme à l'original de l'**attestation d'habilitation H2V-B2V** de chaque membre de l'équipe proposée délivrée par son employeur selon la norme NM 6.1.225 ou la norme la plus récente relative aux opérations sur les ouvrages et installations électriques et dans un environnement électrique – prévention du risque électrique, avec une copie certifiée conforme à l'original de l'**attestation de formation en habilitation BT**.
4. Copies de(s) diplôme(s) et de(s) certificat(s) ;
5. CV du personnel proposé signés par le concurrent ;
6. DVD-ROM (pas de clé USB) contenant la version numérisée de tous les documents de l'offre technique.

**Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché**

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre la moins-disante**.

## - ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

### Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **145-22-AOO**
- Mode de passation : **Appel d'Offres Ouvert au rabais ou à majoration**
- Objet du marché : **Maintenance des groupes électrogènes des aéroports CASABLANCA-MOHAMMED V, BENSLIMANE et CASABLANCA/TIT MELLIL**

#### A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné : .....(prénom, nom et qualité)  
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu : .....
- Affilié à la CNSS sous le n° : ..... (1)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° ..... (1)
- N° de patente..... (1)
- N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

#### B - Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné .....(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)  
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de : .....
- Adresse du siège social de la société : .....
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)
- N° de patente.....(1)
- N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

#### En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
  - a) À m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
  - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

**Signature et cachet du concurrent**

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

**NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.**

## - ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

### Constitution d'une caution personnelle et solidaire

#### au titre du cautionnement provisoire

Nous soussignés, ..... (**nom de la banque, raison sociale, domicile, tél et fax du siège social et de l'agence**), ayant décision d'agrément délivrée par le Ministre de l'Economie et des Finances **sous n°** ..... en date du .....,

Représentée par : [**Nom(s), prénom(s) et qualité(s)**] .....

(Ci-après le « **Banque** ») Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire sur ordre et pour :

- a) La société.....(Dénomination de la société) **(1)**
- b) La société.....(Dénomination de la société), **pour sa partie dans le groupement (1)**
- c) La société.....(Dénomination de la société) **pour le compte du Groupement de sociétés**.....(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- d) Le Groupement .....(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- e) Monsieur/Madame.....(Nom & Prénom de la **personne physique**) **(1)**

(Ci-après le « **Soumissionnaire** ») pour le montant du cautionnement provisoire de ..... (Montant en chiffres et en lettres), auquel est assujéti le soumissionnaire au profit de l'Office National Des Aéroports (ONDA) (Ci-après le « **Bénéficiaire** ») dans le cadre de l'appel d'offres ouvert n° 145-22-AOO relatif à « **Maintenance des groupes électrogènes des aéroports CASABLANCA-MOHAMMED V, BENSLIMANE et CASABLANCA/TIT MELLIL** » (Ajouter le numéro et objet du lot, le cas échéant).

Nous nous engageons, par la présente, de façon inconditionnelle et irrévocable en qualité de Garant (la banque), à payer sans délai au Bénéficiaire, à sa première demande et sans s'opposer au paiement pour quelque motif que ce soit, toute somme que celui-ci pourrait réclamer au Débiteur à concurrence du montant sus-indiqué.

[En cas de défaillance d'un membre du Groupement, le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ONDA abstraction faite du membre défaillant dudit Groupement] **(2)**.

La présente garantie est régie par le droit marocain et tous litiges relatifs à l'existence, la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente garantie seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort territorial de Casablanca (Maroc).

Fait à .....(ville)

le,.....(jj/mm/aaaa)

**(1)** Supprimer les paragraphes inutiles ;

**(2)** Mention à préciser obligatoirement en cas de groupement b), c) et d) ci-haut.

**NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter d'autres conditions et/ou réserves de la part de la banque ou du soumissionnaire. A défaut, l'offre sera écartée.**

## - ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

**Acte d'engagement**

Appel d'offres ouvert au rabais ou à majoration n° **145-22-AOO** du **mardi 08 novembre 2022**

**A - Partie réservée à l'ONDA**

Objet du marché : **Maintenance des groupes électrogènes des aéroports CASABLANCA-MOHAMMED V, BENSLIMANE et CASABLANCA/TIT MELLIL**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 2, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

**B - Partie réservée au concurrent**
**a) Si le concurrent est une personne physique**

Je, soussigné : .....(prénom, nom et qualité)  
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu : .....
- Affilié à la CNSS sous le n° : ..... (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° ..... (2)
- N° de patente..... (2)

**b) Si le concurrent est une personne morale**

Je, soussigné .....(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)  
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de : .....
- Adresse du siège social de la société : .....
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

**En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :**

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
  - Montant annuel hors T.V.A : **1 238 800,00 DHS (Un Million deux cent trente-huit mille huit cent Dirhams) ;**
  - Rabais ou majoration en pourcentage : ..... (en pourcentage)

- Rabais ou majoration en valeur : .....(en chiffres et en lettres) ;
- Total Général Hors TVA après rabais ou majoration : .....(en chiffres et en lettres) ;
- Taux de la T.V.A. : **20%** ;
- Montant de la T.V.A. : ..... (en chiffres et en lettres) ;
- Montant annuel T.V.A. comprise : ..... (en chiffres et en lettres).
- 

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte ..... (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à ..... (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro .....

**Fait à.....le.....**  
**(Signature et cachet du concurrent)**

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
  - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
  - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
  - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation

**ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)**

- AO N° : 145-22-AOO

**Objet : Maintenance des groupes électrogènes des aéroports CASABLANCA-MOHAMMED V, BENSLIMANE et CASABLANCA/TIT MELLIL**

ITEMS	DESCRIPTION	UDM	Quantité	PU HORS TVA EN CHIFFRES (*)	PT ANNUEL HORS TVA EN CHIFFRES
<b>Aéroport CASABLANCA-MOHAMMED V</b>					
1	Maintenance préventive et curative complète (Pièces et main d'œuvre) d'un groupe électrogène de 630 KVA	U	2	60 000,00	120 000,00
2	Maintenance préventive et curative complète (Pièces et main d'œuvre) d'un groupe électrogène de 315 à 400 KVA	U	14	40 000,00	560 000,00
3	Maintenance préventive et curative complète (Pièces et main d'œuvre) d'un groupe électrogène de 100 à 250 KVA	U	3	20 000,00	60 000,00
4	Maintenance préventive et curative complète (Pièces et main d'œuvre) d'un groupe électrogène de 07 à 50 KVA	U	7	10 000,00	70 000,00
5	Remplacement des batteries de démarrage de type M15	U	38	3 000,00	114 000,00
6	Remplacement des batteries de démarrage de type L5	U	6	2 000,00	12 000,00
7	Remplacement des batteries de démarrage de type L3	U	1	1 800,00	1 800,00
8	Remplacement de kit de sécurité incendie	U	26	2 500,00	65 000,00
9	Contrôle réglementaire d'un groupe électrogène	U	26	3 500,00	91 000,00
<b>Aéroport BENSLIMANE</b>					
10	Maintenance préventive et curative complète (Pièces et main d'œuvre) d'un groupe électrogène de 315 à 400 KVA	U	1	40 000,00	40 000,00
11	Maintenance préventive et curative complète (Pièces et main d'œuvre) d'un groupe électrogène de 100 à 250 KVA	U	2	20 000,00	40 000,00
12	Remplacement des batteries de démarrage de type M15	U	6	3 000,00	18 000,00



ITEMS	DESCRIPTION	UDM	Quantité	PU HORS TVA EN CHIFFRES (*)	PT ANNUEL HORS TVA EN CHIFFRES
13	Remplacement de kit de sécurité incendie	U	3	2 500,00	7 500,00
14	Contrôle réglementaire d'un groupe électrogène	U	3	3 500,00	10 500,00
<b>Aéroport CASABLANCA/TIT MELLIL</b>					
15	Maintenance préventive et curative complète (Pièces et main d'œuvre) d'un groupe électrogène de 100 à 250 KVA	U	1	20 000,00	20 000,00
16	Remplacement des batteries de démarrage de type M15	U	1	3 000,00	3 000,00
17	Remplacement de kit de sécurité incendie	U	1	2 500,00	2 500,00
18	Contrôle réglementaire d'un groupe électrogène	U	1	3 500,00	3 500,00
<b>TOTAL ANNUEL HORS TVA</b>					<b>1 238 800,00</b>
<b>RABAIS OU MAJORATION EN %</b>					
<b>RABAIS OU MAJORATION EN VALEUR</b>					
<b>TOTAL ANNUEL GENERAL HORS TVA APRES RABAIS OU MAJORATION</b>					
<b>TVA (20%)</b>					
<b>TOTAL ANNUEL TVA COMPRISE</b>					

(\*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

ROYAUME DU MAROC  
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



المكتب الوطني للمطارات  
Office National Des Aéroports

## CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**Appel d'offres ouvert  
Au rabais ou à majoration  
n° 145-22-AOO**

**Maintenance des groupes électrogènes des  
aéroports CASABLANCA-MOHAMMED V,  
BENSLIMANE et CASABLANCA/TIT MELLIL**

## TABLE DES MATIERES

<b>CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES</b>	<b>5</b>
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 01 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 02 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 03 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 04 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 05 : RESILIATION	6
ARTICLE 06 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	6
ARTICLE 07 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	6
ARTICLE 08 : CAS DE FORCE MAJEURE	6
ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE	7
ARTICLE 12 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT	7
ARTICLE 13 : DROITS ET TAXES	7
<b>CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES</b>	<b>8</b>
ARTICLE 14 : MAITRE D'ŒUVRE	8
ARTICLE 15 : LISTE DES EQUIPEMENTS CONCERNES	8
ARTICLE 16 : BREVETS	9
ARTICLE 17 : NORMES	9
ARTICLE 18 : CONTROLE ET VERIFICATION	9
ARTICLE 19 : GARANTIE PARTICULIERE	10
ARTICLE 20 : DUREE DU MARCHÉ	10
ARTICLE 21 : OBJECTIFS DU NIVEAU DE SERVICE	10
ARTICLE 22 : PENALITES	11
ARTICLE 23 : RECEPTION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 24 : DELAI DE GARANTIE	12
ARTICLE 25 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	12
ARTICLE 26 : MODE DE PAIEMENT	12
ARTICLE 27 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 28 : CONTROLE REGLEMENTAIRE	17
ARTICLE 29 : MESURES ET REDUCTION DES CHARGES DE MAINTENANCE EN CAS DE PANDEMIE	18
ARTICLE 30 : PIECES DE RECHANGE	19
ARTICLE 31 : RAPPORTS & VALIDATION	19
ARTICLE 32 : HYGIENE ET SECURITE, ASSURANCES, SURETE, POLITIQUE QUALITE	19
ARTICLE 33 : CIRCULATION DU PERSONNEL	20
ARTICLE 34 : RESPONSABILITES DU TITULAIRE	20
ARTICLE 35 : SECRET PROFESSIONNEL	21
ARTICLE 36 : PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE	22
ARTICLE 37 : OPERATIONS NON COMPRISES :	22

ARTICLE 38 :    DEFINITION DES PRIX \_\_\_\_\_ 22

**ENTRE :**

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « **ONDA** », représenté par sa Directrice Générale, faisant élection de domicile à l'Aéroport Mohammed V – Nouasseur,

D'une part

**ET :**

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à .....

Inscrite au Registre de Commerce de ..... sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n° .....

Représentée par .....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

## CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

### CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

#### ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Maintenance des groupes électrogènes des aéroports CASABLANCA-MOHAMMED V, BENSLIMANE et CASABLANCA/TIT MELLIL**, tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

#### ARTICLE 01 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 2, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

#### ARTICLE 02 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 4) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 5) Le CCAG-EMO.

#### ARTICLE 03 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, le prestataire déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du présent marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

#### ARTICLE 04 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;

- Le décret N° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés d'études et de maîtrises d'œuvres (CCAG EMO) exécutés pour le compte de l'Etat ;
- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent marché.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

#### **ARTICLE 05 : RESILIATION**

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 06 : DOMICILE DU PRESTATAIRE**

Le prestataire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 17 du CCAG- EMO.

#### **ARTICLE 07 : REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

#### **ARTICLE 08 : CAS DE FORCE MAJEURE**

En cas de survenance d'un événement de force majeure, telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 32 du C.C.A.G.EMO.

#### **ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION**

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente, le visa du Contrôleur d'Etat si le visa est requis et la notification au titulaire.

#### **ARTICLE 10 : NANTISSEMENT**

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA.

Le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA et le Trésorier Payeur de l'ONDA sont seules habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE**

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain

#### **ARTICLE 12 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT**

Le titulaire s'engage à présenter le présent marché à la formalité d'enregistrement dans un délai de **30 jours** à compter de la date de la notification de son approbation conformément à la réglementation en vigueur. L'original du marché enregistré sera conservé par l'Office National Des Aéroports.

#### **ARTICLE 13 : DROITS ET TAXES**

Les prix du présent marché s'entendent Toutes Taxes Comprises Delivered Duty Paid (TTC DDP).

Le titulaire du marché est réputé avoir parfaitement pris connaissance de la législation fiscale en vigueur au Maroc. Par conséquent, il supportera tous les impôts et taxes dont il est redevable au Maroc, y compris la TVA, tous droits de douane, de port ou autres.

Les prestations réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de **10%** de ces prestations. Cet impôt est prélevé sous forme de retenue à la source. Une copie de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au titulaire du marché. Pour les entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.



## CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

### ARTICLE 14 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est la **Direction de l'Aéroport Casablanca/Mohammed V**.

### ARTICLE 15 : LISTE DES EQUIPEMENTS CONCERNES

N°	Désignation	Puissance	Localisation	Site
Aéroport Casablanca Mohammed V				
1	CUMMINS	350 KVA	Poste Isolement	Aéroport Casablanca-Mohammed V
2	SDMO	375 KVA	AGBT T1	Aéroport Casablanca-Mohammed V
3	SDMO	375 KVA	AGBT T1	Aéroport Casablanca-Mohammed V
4	CUMMINS	350 KVA	Zone SERVI TUDES	Aéroport Casablanca-Mohammed V
5	PERKINS/VISA	630 KVA	AGBT VILLE T2	Aéroport Casablanca-Mohammed V
6	PERKINS/VISA	400 KVA	AGBT PISTE T2	Aéroport Casablanca-Mohammed V
7	PERKINS/VISA	400 KVA	AGBT PISTE T2	Aéroport Casablanca-Mohammed V
8	ADIM	10 KVA	Poste 60/22 KV	Aéroport Casablanca-Mohammed V
9	ADIM (mobile)	7.5 KVA	Poste 60/22 KV	Aéroport Casablanca-Mohammed V
10	CATERPILLAR	315 KVA	Centrale Balisage	Aéroport Casablanca-Mohammed V
11	SDMO	110 KVA	Groupe Mobile	Aéroport Casablanca-Mohammed V
12	INTERLACO	40 KVA	Rampe d'éclairage	Aéroport Casablanca-Mohammed V
13	IVECO	50 KVA	Local SPRINKLAGE T2	Aéroport Casablanca-Mohammed V
14	AMAN	20 KVA	Radiobalise JACMA	Route BERRECHID
15	JLM	7 KVA	Radiobalise NUA	Bouskoura
16	JLM	25KVA	Radiobalise SLK	Route SETTAT
17	SDMO	375 KVA	Poste FRET	Aéroport Casablanca-Mohammed V
18	PEGASUS	630 KVA	Terminal 1 arrivée	Aéroport Casablanca-Mohammed V
19	INMESOL	250 KVA	Poste FOX	Aéroport Casablanca-Mohammed V
20	SDMO	400 KVA	Terminal 1	Aéroport Casablanca-Mohammed V
21	SDMO	400 KVA	Terminal 1	Aéroport Casablanca-Mohammed V
22	SDMO	400 KVA	Terminal 1	Aéroport Casablanca-Mohammed V
23	SDMO	400 KVA	Terminal 1	Aéroport Casablanca-Mohammed V
24	SDMO	400KVA	ZONE DOMESTIQUE	Aéroport Casablanca-Mohammed V
25	CUMMINS	400KVA	TRI BAGAGE T2	Aéroport Casablanca-Mohammed V
26	CUMMINS	250KVA	REGIONAL AIR LINES	Aéroport Casablanca-Mohammed V
Aéroport BENSLIMANE				
27	IVECO	350 KVA	Centrale Électrique	Aéroport BENSLIMANE
28	POWER GENERATION	250 KVA	Poste Aérogare	Aéroport BENSLIMANE
29	POWER GENERATION	100 KVA	Poste SSIS	Aéroport BENSLIMANE
Aéroport Casablanca Tit Mellil				
30	IMNESOL	160 KVA	Centrale Électrique	Aéroport Casablanca/Tit Mellil

**NB :** L'ONDA se réserve le droit de ne réaliser qu'une partie du bordereau des prix et ce en fonction des besoins.casablanca

La liste des groupes électrogènes sera arrêtée par procès-verbal dument signé par l'ONDA et le prestataire. Cette liste exclura les groupes réformés par l'ONDA ou sous garantie d'autres marchés.

#### **ARTICLE 16 : BREVETS**

Le prestataire garantira à l'ONDA contre toute réclamation des tiers relative à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'une marque commerciale ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou d'un de leurs éléments.

#### **ARTICLE 17 : NORMES**

Les fournitures éventuellement livrées en exécution du présent marché doivent être conformes aux normes Marocaines ou autres normes applicables au Maroc en vertu d'accords internationaux fixées aux prescriptions et spécifications techniques du présent marché ou à des normes internationales en cas d'absence desdites normes Les prestations de fourniture ou de travaux du présent marché seront conformes aux normes et arrêtés en vigueur, notamment :

- NM 06.1.033 Installations électriques à basse tension et à haute tension - Guide pratique - Sections des conducteurs de protection, des conducteurs de terre et des conducteurs de liaison équipotentielle
- NM 06.1.040 Protection contre les chocs électriques – Aspects communs aux installations et aux matériels
- NM **EN** 50110 Exploitation des installations électriques
- NM 06.1.225 Opérations sur les ouvrages et installations électriques et dans un environnement électrique - Prévention du risque électrique
- NM ISO 8528 Groupes électrogènes à courant alternatif entraînés par moteurs alternatifs à combustion interne
- NORME de sécurité NF 18 510 ;
- NORME NM 15 100 : Installations électriques basse tension ;
- NORME NF 14 100 : Installations de branchement basse tension ;
- NORME de maintenance NF X60 010 ;
- Arrêté du 31 Décembre 1951 : fixant la périodicité des vérifications des installations électriques ;
- Arrêté du 2 janvier 1952 : déterminant les conditions d'agrément pour la vérification des installations électriques ;
- Arrêté du 28 Juin 1938 : concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- Arrêté du 28 Juin 1938 : fixant le texte de l'instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques dont l'affichage est obligatoire dans les locaux contenant les installations électriques de 2ème ou de 3ème catégorie ;
- Arrêté du 29 Décembre 1951 : relatif aux circuits de secours et de sécurité.

#### **ARTICLE 18 : CONTROLE ET VERIFICATION**

L'ONDA aura le droit de contrôler et/ou d'essayer les fournitures pour s'assurer qu'elles sont bien conformes au marché. L'ONDA notifiera par écrit au Titulaire l'identité de ses Représentants à ces fins.

Si l'une quelconque des fournitures contrôlées ou essayées se révèle non conforme aux spécifications, l'ONDA la refuse ; le fournisseur devra alors remplacer les fournitures refusées sans aucun frais supplémentaire pour l'ONDA.

Le droit de l'ONDA de vérifier, d'essayer et lorsque cela est nécessaire, de refuser les Fournitures ne sera en aucun cas limité, et l'ONDA n'y renoncera aucunement du fait que lui-même ou son représentant les aura antérieurement inspectées, essayées et acceptées.

Rien de ce qui est stipulé dans cet article ne libère le Titulaire de toute obligation de garantie ou autre, à laquelle il est tenu au titre du présent marché.

#### **ARTICLE 19 : GARANTIE PARTICULIERE**

Le prestataire garantit que toutes les fournitures livrées en exécution du marché sont neuves, n'ont jamais été utilisées, sont du modèle le plus récent en service et incluent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux, sauf si le marché en a disposé autrement.

Le fournisseur garantit en outre que les fournitures livrées en exécution du marché n'auront aucune défectuosité due à leur conception, aux matériaux utilisés ou à leur mise en œuvre (sauf dans la mesure où la conception ou le matériau est requis par les spécifications du Maître d'Ouvrage) ou à tout acte ou omission du fournisseur, survenant pendant l'utilisation normale des fournitures livrées dans les conditions prévalant dans le pays de destination finale.

#### **ARTICLE 20 : DUREE DU MARCHÉ**

Le présent marché est valable pour une durée **d'une (01) année** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

Il sera reconduit d'année en année par tacite reconduction pour une durée globale de **trois (3) années**.

Il peut être dénoncé par l'une des parties sous préavis de trois (3) mois avant la date anniversaire par lettre recommandée ou le cas échéant par lettre avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 21 : OBJECTIFS DU NIVEAU DE SERVICE**

Le titulaire se conformera aux spécifications de l'article « **Spécification du niveau de service** » et fera en sorte d'atteindre les objectifs fixés pour chacune d'elles.

Les objectifs à atteindre sont classés comme suit :

		Code	Seuil
Objectifs de service			
	Taux de respect du planning de la maintenance préventive	PRR	100%
	Temps moyen de réaction	MRT	<b>02 heures</b>
Objectifs de performance			
	Disponibilité	D	98%

La conformité aux objectifs précités se soldera par la conformité à l'objectif du niveau de service noté « SLO ».

Le SLO est la somme des ratios de conformité de chaque objectif multiplié par son coefficient de pondération.

Code	Seuil	Conformité	Coef
PRR	100%	Résultat / seuil	0.25
MRT	<b>02 heures</b>	Seuil / Résultat	0.25
D	98%	Résultat / seuil	0.5

Résultat : se calcule à la base de la méthodologie de calcul des indicateurs de maintenance (PRR, MRT et D) fournie par le prestataire et validée par le maître d'œuvre.

$$SLO = \sum \text{Conformités} * \text{Coef}$$

Le seuil de satisfaction du SLO est fixé à 98%.

## ARTICLE 22 : PENALITES

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir exécuté à temps le marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par le présent marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues à l'article 42 du CCAG EMO, une pénalité de **deux pour mille (2 ‰)** du montant initial du marché, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, par jour de retard.

La pénalité est plafonnée à **dix pour Cent (10 %)** du montant initial du marché, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; au-delà de ce plafond, l'ONDA se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG EMO.

### Pénalités relatives aux objectifs de niveau de service

A défaut par le titulaire d'avoir atteint l'objectif tel que défini à l'article « **Objectifs du Niveau de Service** », il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues à l'article 52 du CCAG-EMO, une pénalité calculée sur la base du tableau ci-dessous :

Objectif à atteindre	Pénalité à appliquer
70% <SLO< 98%	8% du montant trimestriel des prestations à réaliser
50% <SLO<= 70%	10% du montant trimestriel des prestations à réaliser

SLO < = 50%	12 % du montant trimestriel des prestations à réaliser
D/E (disponibilité par équipement) < 98%	25% du montant trimestriel de l'équipement concerné

**Note :** Le marché pourra être résilié, après mise en demeure préalable et au préjudice du prestataire sans aucune indemnité, dans l'un des cas suivants :

- Atteinte du plafond des pénalités ;
- SLO < = 50% ;
- Manque des pièces de rechange ;
- Manque de moyens matériel et logistique nécessaires à la maintenance ;
- Défaillance technique dûment notifiée au prestataire ;

**NB :** Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes du prestataire sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

#### **ARTICLE 23 : RECEPTION DES PRESTATIONS**

Des attestations de prestations réalisées signées par les responsables habilités de l'ONDA seront établies **trimestriellement à terme échu**.

Les documents de réception des prestations de maintenance doivent être signés et validés par les responsables habilités de l'ONDA.

Compte tenu de la nature des prestations, la réception définitive sera prononcée conformément aux dispositions de l'article 49 du CCAG-EMO.

#### **ARTICLE 24 : DELAI DE GARANTIE**

Par dérogation à l'article 48 du C.C.A.G-EMO et compte de la nature des travaux aucun délai de garantie n'est prévu.

#### **ARTICLE 25 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX**

Le présent marché est un marché de **service** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

#### **ARTICLE 26 : MODE DE PAIEMENT**

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

**Les paiements des prestations seront effectués trimestriellement à terme échu.**

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix jours (90)** à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires et le rapport trimestriel, signé conjointement par les personnes habilitées et le titulaire du marché, précisant que les documents de réception des prestations listés ci-après ont été fournis par le prestataire et validés par le service concerné.

Les documents et rapports :

- Rapport trimestriel ;
- Rapport de contrôle réglementaire (s'il est exigé pour le trimestre) ;
- Facture trimestrielle des prestations réalisées.

**ARTICLE 27 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

Le présent cahier des charges a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le prestataire s'engage à réaliser l'entretien préventif et curatif des groupes électrogènes des aéroports MOHAMMED V, BENSLIMANE et TIT MELLIL.

Ces travaux concernent la maintenance préventive et la maintenance curative.

**I. MAINTENANCE PREVENTIVE**

Les prestations de maintenance préventive consistent en :

- Une intervention par trimestre par groupe, soit un total de quatre interventions par an. Les dates des interventions seront arrêtées d'un commun accord entre le prestataire et les responsables techniques de l'Aéroport Mohammed V et confirmées par un planning de maintenance.
- La fourniture des consommables : filtres, antigel et huiles de lubrification selon les préconisations prévues dans la notice d'exploitation du constructeur. Les consommables doivent être d'origine et de marque réputée.
- Les consommables : filtres à air, à gasoil et à huile seront remplacés une (01) fois par an.
- Le remplacement des batteries de démarrage des groupes électrogènes se fera à la demande de l'ONDA et sur Ordre de Travaux notifié au fournisseur qui doit les remplacer dans un délai maximum d'un (01) mois à compter de la date de réception de l'Ordre de Travaux.

**N.B :** Les batteries livrées doivent être accompagnées du certificat d'authenticité du fabricant.

- Le titulaire devra doter les salles groupes d'un kit de sécurité incendie comprenant : un bac à sable 100L, une pelle, un seau et toute la signalétique nécessaire suivant les normes en vigueur. La mise en place de ces kits doit avoir lieu au plus tard un (01) mois après la date de l'Ordre de Travaux qui sera notifié au fournisseur.

**Descriptif des travaux à réaliser dans le cadre de la Maintenance préventive :**

**N.B :** La liste des travaux mentionnés ci-après est donnée à titre indicatif, Le prestataire est tenu d'effectuer tout autre contrôle ou vérification qu'il juge nécessaire (suite à son retour d'expérience et en se basant sur les fiches du constructeur) pour assurer le bon fonctionnement des groupes électrogènes.

**A. Sur le Moteur diesel :**

Points de contrôle :

- ✓ L'absence de fuites d'eau ou d'huile ;
- ✓ Le fonctionnement du réchauffeur d'huile et d'eau ;
- ✓ Le niveau d'huile du régulateur hydraulique ;
- ✓ L'absence de vibration inhabituelle ;

- ✓ Serrage des éléments de fixation ;
- ✓ Contrôle des silentblochs moteur et remplacement si nécessaire ;
- ✓ Vérification de la vitesse de rotation au Tachymètre ;
- ✓ Vérification de la fréquence et réglage si nécessaire.
- ✓ Vérification et changement des filtres à gasoil et à Huile ;
- ✓ Vérification et changement des courroies si nécessaire.

**B. Refroidissement :**

Points de contrôle:

- ✓ L'absence de fuites ;
- ✓ L'absence d'obstacle au passage de l'eau dans le radiateur ;
- ✓ Le fonctionnement du réchauffeur de liquide de refroidissement ;
- ✓ Les durites et raccords ;
- ✓ Le niveau de liquide de refroidissement ;
- ✓ L'état et la tension des courroies et réglage si nécessaire ;
- ✓ Le moyeu du ventilateur, la poulie et la pompe à eau ;
- ✓ Vérification et changement du filtre à eau, nettoyage du système de refroidissement ;
- ✓ Appoint du liquide antigel du circuit de refroidissement ;
- ✓ Remplacement si nécessaire du liquide de refroidissement.

**C. Admission d'Air :**

Points de contrôle à effectuer :

- ✓ L'absence de fuites ;
- ✓ La perte de charge du filtre à air ;
- ✓ Les tubulures et raccordements ;
- ✓ Le reniflard du carter ;
- ✓ Changement du filtre à air.

**D. Combustion :**

a) Points de contrôle :

- ✓ L'absence de fuites ;
- ✓ Le niveau du combustible ;
- ✓ Les tuyauteries et raccords de combustible.

b) Vérification et changement des :

- ✓ Filtres à combustible ;
- ✓ Le reniflard de la cuve à flotteur ;
- ✓ Le contrôle et l'essai de la pompe d'alimentation en gasoil ;
- ✓ La vérification de la jauge de gasoil et son remplacement si nécessaire ;

**E. Circuit d'alimentation**

- ✓ Contrôle des fuites éventuelles de carburant.



**F. Échappement :**

a) Points de contrôle :

- ✓ L'absence de fuites et réparation si nécessaire ;
- ✓ L'absence d'obstacle à l'échappement.

**G. Électricité :**

a) Points de contrôle :

- ✓ Le chargeur des batteries ;
- ✓ Vérification du démarreur électrique ;
- ✓ Vérification du démarreur pneumatique.
- ✓ Remplacement des batteries de démarrage.

**H. Armoire Normal/ Secours :**

a) Points de contrôle :

- ✓ Contacteurs de démarrage en automatique ;
- ✓ Instrumentation et automatisme ;
- ✓ Câblage de puissance et ses raccordements ;
- ✓ Disjoncteur principal ;
- ✓ Commutateurs de transfert.

**I. Alternateur :**

Points de contrôle :

- ✓ Vérification des diodes et régulateur de tension ;
- ✓ Resserrage des plaques à bornes ;
- ✓ Mesure de l'isolement de l'alternateur.

**J. Armoires Basse Tension :**

Points de contrôle :

- ✓ Nettoyage et dépoussiérage ;
- ✓ Vérification des contacteurs et relais et réglage si nécessaire ;
- ✓ Vérification des protections et voyants lumineux, et remplacement éventuel des voyants grillés ;
- ✓ Essais de fonctionnement des transmissions et des servitudes de sécurité du groupe.

**K. Démarrage pneumatique :**

Points de contrôle :

- ✓ Vérification des réservoirs d'air comprimé ;
- ✓ Vérification des compresseurs ;
- ✓ Vérification et changement si nécessaire des conduites d'air.

**L. Essais :**

- ✓ Essais du groupe à vide et en charge (à la demande du chef de projet lors des coupures programmées) ;
- ✓ Essais manuel et automatique ;



- ✓ Vérification des systèmes de refroidissement et de la régulation moteur ;
  - ✓ Contrôle de fonctionnement du turbo ;
  - ✓ Contrôle de la tension de charge des batteries ;
  - ✓ Vérification des sécurités et du système d'arrêt du moteur ;
  - ✓ Vérification des étanchéités sur l'ensemble du groupe et de ses accessoires ;
  - ✓ Vérification et réglage du circuit de graissage ;
  - ✓ Réfection des petites anomalies constatées ;
  - ✓ Mesure et relevés sur les parties : puissance, tension, courant, fréquence, température, huile et échappement;
  - ✓ Simulation de panne secteur et inversion des contacteurs Normal/Secours et inversement.
- A la fin de chaque intervention d'entretien préventif sur chaque groupe, le prestataire soumettra à l'ONDA un rapport sur l'état des installations entretenues précisant les prestations effectuées, les modifications, les réparations et/ou remplacements des pièces qui s'avèrent nécessaires effectués par le prestataire après accord de l'ONDA.
  - La fourniture des filtres et les opérations de vidanges, seront faites conformément aux préconisations prévues dans les notices des fabricants.
  - Le rapport, les bons de livraison et de réception de matériels fournis doivent être signés par les responsables de chaque site avant leur transmission.

### **1.1 TRAVAUX DE MAINTENANCE PREVENTIVE MENSUELLE :**

**Les travaux de maintenance préventive mensuelle, concernent les groupes électrogènes installés au niveau des terminaux 1 et 2 ainsi que la zone des vols domestiques. Ils consistent en ce qui suit :**

#### **i. Avant démarrage à vide des groupes électrogènes :**

- Relevé du niveau du gasoil ;
- Vérification de la charge des batteries ;
- Relevé de la température du préchauffage d'eau.

#### **ii. Démarrage des groupes électrogènes à vide :**

- Relevé des tensions et de fréquence sortie du groupe ;
- Relevé de la pression du moteur thermique du groupe.

#### **iii. Arrêt des groupes électrogènes :**

- Renseigner les fiches d'enregistrements correspondantes ;
- Analyser les défauts relevés et aviser le chef de projet.

### **II. MAINTENANCE CORRECTIVE A LA DEMANDE**

En dehors des interventions d'entretien préventif, le prestataire met à la disposition de l'ONDA un service de dépannage chargé d'intervenir dans un délai inférieur à deux (02) heures à compter de la date de la demande de l'ONDA. L'information est transmise à la société soit par courrier ou par téléphone.

Un interlocuteur avec son équipe dédié (nom, fonction, N° GSM) sera mis à la disposition de l'ONDA dès la signature du présent marché, dans le cadre d'une astreinte 24h/24h, 7j/7j.

Il s'agit d'un marché à obligation de résultats avec clauses de pénalités en cas de non-respect des objectifs contractuels.

L'ONDA se réserve également le droit de juger qualitativement et quantitativement les moyens mis en œuvre et d'y appliquer des pénalités si ceux-ci ne sont pas en adéquation avec les attentes fixées dans le présent contrat.

### **Déroulement des prestations de maintenance corrective :**

Le prestataire doit réaliser la maintenance corrective de toutes les installations 7 jours sur 7 dès lors qu'un équipement est constaté hors service par l'ONDA ou présente une anomalie. Le prestataire devra mettre en place les moyens nécessaires à la continuité de service en attendant l'intervention sur l'équipement hors service, par mise à disposition d'un groupe de location. Le non-respect sera assujéti à des pénalités.

Les équipes du prestataire assureront en coordination avec le chef de projet :

- La détection des dysfonctionnements ;
- Les diagnostics des alarmes ;
- Le choix entre la solution de dépannage ou de réparation ;
- Les interventions de maintenance corrective ;
- Les essais après intervention ;
- Le nettoyage après intervention ;
- La rédaction des comptes rendus d'intervention.

### **L'Astreinte et délai d'intervention :**

Afin de garantir un délai d'intervention sur site ne dépassant pas **02 heures après l'appel**, le prestataire s'assurera qu'un technicien, formé sur les installations, est joignable et disponible **24/24h et 7/7j 365 jours/an**.

**En cas d'incident, l'ONDA contactera le technicien d'astreinte. Cet appel sera confirmé par mail ou par SMS ou par téléphone sur la base d'une demande d'intervention (il indiquera la date et l'heure du contact).**

### **ARTICLE 28 :     **CONTROLE REGLEMENTAIRE****

Le prestataire est tenu de faire réaliser le contrôle réglementaire annuel y compris la thermographie selon les textes et réglementations en vigueur.

Ce contrôle devra être effectué au plus tard trois (03) mois après le début du contrat.

- Le bureau de contrôle doit s'assurer de l'application de la maintenance préventive régulière des groupes électrogènes ;
- Le bureau de contrôle est en droit d'exiger du prestataire les fiches de maintenance selon la périodicité des interventions exigée par le contrat ;
- Il peut assister, s'il le juge nécessaire, aux essais de démarrage autonome des groupes électrogènes à vide et en charge. Le prestataire prendra ses dispositions vis à vis de l'ONDA pour organiser un planning des essais ;

- Il doit aussi s'assurer de la conformité réglementaire de chaque groupe électrogène, de ses accessoires et du local qui l'abrite ; notamment que le local est dimensionné, bien ventilé et dispose de l'éclairage de sécurité et des moyens de sécurité incendie adéquats ;
- Le bureau de contrôle doit aussi mesurer le niveau de bruit ainsi que les émanations de CO2 de chaque groupe.

Le rapport de contrôle réglementaire est le livrable exigé pour cette prestation, il doit être communiqué à l'ONDA au plus tard trente (30) jours après la date de commencement du contrôle.

Les contrôles réglementaires des deux années suivantes seront espacés d'une année à partir de la date de début du premier contrôle.

Le contrôle réglementaire annuel des groupes électrogènes devra être réalisé par un bureau de contrôle agréé qui fournira à l'ONDA le rapport réglementaire consécutif à ce contrôle annuel.

**N.B :** *Le bureau de contrôle doit être agréé par les autorités compétentes et doit figurer sur la dernière liste publiée des bureaux agréés. Il doit aussi recevoir l'accord du chef de projet qui peut exiger du prestataire son remplacement par un autre bureau de contrôle disposant des agréments nécessaires.*

### **Thermographie au moyen de caméra infrarouge :**

Le prestataire doit réaliser le contrôle des installations électriques des groupes électrogènes par thermographie infrarouge, conformément au référentiel APSAD D19.

La thermographie au moyen de caméra infrarouge permet de détecter les points anormalement chauds, susceptibles d'apparaître lors du fonctionnement des installations et équipements. Elle permet également de prévenir les défaillances des composants électriques.

L'intérêt du contrôle par thermographie infrarouge est de réduire les risques d'incendie, de réduire les arrêts non planifiés, d'organiser efficacement la maintenance préventive des installations et de contrôler la qualité des interventions de maintenance.

**N.B :** *le prestataire doit fournir avec le rapport de contrôle réglementaire, un rapport d'intervention par thermographie infrarouge conformément au référentiel APSAD D19.*

*Il est expressément entendu que le rapport d'examen par thermographie doit être annexé à celui du contrôle réglementaire et de ce fait constituent les deux livrables exigés pour le contrôle réglementaire.*

### **ARTICLE 29 : MESURES ET REDUCTION DES CHARGES DE MAINTENANCE EN CAS DE PANDEMIE**

Pendant la période d'une éventuelle crise pandémique, le titulaire doit se conformer aux directives sanitaires édictées par les autorités compétentes ainsi que celles mises en place au niveau de l'aéroport, s'assurer que tout son personnel respecte strictement toutes les mesures de prévention applicables y compris les tests de dépistage et notifier systématiquement tout agent confirmé positif.

Aussi, le titulaire devra se soumettre aux éventuelles mesures d'accompagnement mises en place par l'ONDA telles que la réduction des prestations objet du présent marché durant la période de crise. A cet effet et durant toute la période d'exécution du présent marché, l'ONDA se réserve le droit de procéder à l'optimisation des charges de maintenance suivant la situation du trafic aérien ou selon le cas de force majeure (pandémie ou autre) et peut arrêter ou réduire les prestations de maintenance en fonction de la situation du trafic aérien ou selon le cas de force majeure et ce dans le respect de la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 30 : PIECES DE RECHANGE**

Toutes les pièces de rechanges et consommables sont à la charge du titulaire du présent marché.

**En aucun cas le titulaire ne peut réclamer des délais d'approvisionnement.**

### **ARTICLE 31 : RAPPORTS & VALIDATION**

Pendant toute la durée de l'accord le titulaire est tenu d'établir les rapports nécessaires à la bonne évaluation des services qu'il prodigue. Il tiendra trimestriellement un rapport d'activité détaillant l'ensemble de son action dans le cadre de cet accord, ainsi qu'un tableau de bord reprenant l'ensemble des indicateurs du SLO.

Le canevas du rapport d'activité et les méthodes de calcul des indicateurs du tableau de bord devront être validés par les responsables techniques habilités.

Des réunions semestrielles seront tenues au niveau de l'aéroport Mohammed V en présence des responsables habilités de l'aéroport Mohammed V et le chef de projet chargé de la coordination, du suivi et de la gestion du contrat et ce, pour valider tous les documents précités et notamment le rapport d'activité par une analyse de l'ensemble des activités réalisées durant le semestre.

**N.B :** Le titulaire est tenu de communiquer à l'aéroport Mohammed V le nom et les compétences du chef de projet chargé de la coordination, du suivi et de la gestion du contrat, ce dernier est responsable de la préparation de tous les documents nécessaires à la réception des prestations de maintenance objet du présent marché à savoir le rapport d'activités trimestriel, factures trimestrielles et les méthodes de calcul des indicateurs du tableau de bord et devra assister aux réunions semestrielles.

### **ARTICLE 32 : HYGIENE ET SECURITE, ASSURANCES, SURETE, POLITIQUE QUALITE ENVIRONNEMENT ET PREVENTION SANITAIRE**

Le titulaire doit attacher une grande importance à l'Hygiène, Sécurité et Sûreté de ses employés, ainsi qu'à la protection de l'environnement.

Un effort particulier doit être porté sur l'évaluation et l'appréciation des risques afin de mettre en place des mesures de prévention. Sur le site, le titulaire observe les règlements de l'ONDA en vigueur.

Le titulaire doit intégrer dans son plan qualité et doit respecter l'ensemble des procédures de L'ONDA en fonction des travaux réalisés :

Sécurité de l'environnement et gestion des déchets

Le traitement des déchets résultant des opérations de maintenance est à la charge du titulaire. A la fin de chaque opération d'évacuation de déchets, en vue d'assurer une

traçabilité, le titulaire est tenu de fournir une attestation décrivant le sort qui a été réservé aux déchets traités.

### **Sureté**

Le titulaire est tenu de respecter les consignes et les mesures de sûreté applicable à l'aéroport Mohammed V.

### **Qualité**

Le titulaire de ce marché a l'obligation de répondre aux exigences du système de management de la qualité environnement intégré qui sont en vigueur à l'aéroport Mohammed V, suivant la norme ISO 9001 V2008 et 14001 V2004.

### **Fiches de Sécurité - FDS**

Les fiches de données de sécurité (FDS) comportent des informations sur la composition du produit, ses propriétés physiques et chimiques, ses éventuels effets toxicologiques et écologiques, l'identification des dangers, les précautions à prendre pour sa manipulation et son stockage ainsi que les protections individuelles à porter, les informations réglementaires et relatives au transport, les mesures de premiers secours.

### **Mesures sanitaires**

Le prestataire doit obligatoirement respecter les mesures et consignes sanitaires en vigueur à l'Aéroport et de les faire appliquer par son personnel sur site. Les frais pouvant en découler seront à sa propre charge.

#### **ARTICLE 33 : CIRCULATION DU PERSONNEL**

Le titulaire devra remettre à l'ONDA la liste nominative du personnel ainsi que les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer exigés pour l'intervention de son personnel à l'aéroport Mohammed V.

Le personnel du titulaire devra se confiner dans l'emplacement désigné pour l'exécution des travaux d'entretien et ne devra pas pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties de l'aéroport Mohammed V.

**N.B :** *Le prestataire doit s'acquitter auprès de l'Aéroport Mohammed V des frais exigés pour l'obtention des titres d'accès permanents de son personnel.*

*Il sera tenu responsable de retourner au service électricité tous les badges de son personnel opérant à l'Aéroport à l'expiration du délai du marché ou en cas de départ ou d'exclusion de ses agents de maintenance déclarés à l'ONDA.*

#### **ARTICLE 34 : RESPONSABILITES DU TITULAIRE**

Le titulaire s'engage à :

- Préserver les performances, les caractéristiques et les fonctionnalités de tout équipement sur lequel il intervient dans le cadre de ce contrat.
- Intervenir selon les gammes de maintenance préconisées par le constructeur et de se conformer à toute norme ou réglementation régissant le domaine d'intervention.

Le titulaire sera responsable du bon fonctionnement des équipements et de son maintien en état de marche. Tout problème d'exploitation, de sûreté ou de sécurité résultant d'un dysfonctionnement ou d'un arrêt de l'un des équipements ou logiciel lui incombera directement.

Le titulaire est seul responsable de toute conséquence de la non-application des conditions suscitées et ce quel que soit la nature du préjudice.

- Avoir pris connaissance de la nature et de la complexité des prestations demandées, de sa responsabilité vis à vis la disponibilité du réseau électrique à la plateforme aéroportuaire MOHAMMED V et ses dépendances et aux aéroports de Benslimane et de Tit Mellil. De ce fait, il assume pleinement ses responsabilités vis à vis de cette prestation critique.
- Le prestataire sera responsable du bon fonctionnement du système et de son maintien en état de marche. Tout problème d'exploitation, de sûreté ou de sécurité résultant d'un dysfonctionnement ou d'un arrêt du système lui incombera directement ;
- Le prestataire fournira au début du premier trimestre dans un délai ne dépassant pas quinze (15) jours après la notification de l'ordre de service de commencement des prestations objet du présent contrat la liste des personnes affectées au projet ;
- Le prestataire doit inscrire l'ensemble du personnel affecté dans le cadre du marché auprès de la CNSS. Il est appelé à remettre chaque fois que le Maître d'œuvre le demande, des copies des bordereaux de déclaration du personnel auprès de ladite caisse.
- Le personnel du prestataire devra faire preuve d'une discrétion et d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et du personnel.
- Le prestataire s'engage sur une simple demande écrite de l'ONDA, à prendre les mesures disciplinaires à l'encontre du personnel ayant fait l'objet d'une remarque et à son remplacement éventuel.
- Le prestataire devra doter son personnel d'une tenue de travail uniforme et d'équipements de protection individuelle. Aucun agent ne sera admis, s'il n'est pas vêtu de son vêtement de travail ou s'il présente une tenue négligée ou opérant sans protection individuelle.
- Le prestataire assume la responsabilité de ses prestations conformément aux normes en vigueur, aux usages de sa profession et aux dispositions de la loi, de la Réglementation et de la jurisprudence en la matière. Il prend en outre la responsabilité des conséquences dommageables qui pourrait résulter de l'exécution défectueuse des prestations.
- En cas d'arrêt de travail de son personnel, l'entreprise sera tenue d'assurer les travaux indispensables à la disponibilité des groupes électrogènes qui lui seront définis par le chef de projet. Dans ce cas, seules les prestations réalisées seront rémunérées.

#### **ARTICLE 35 : SECRET PROFESSIONNEL**

Le Titulaire (y compris toute personne amenée à travailler dans le cadre du présent marché) se considérera comme entièrement lié par le secret professionnel pendant toute la durée d'exécution du marché et après son achèvement. Sauf autorisation expresse de l'ONDA, le titulaire du marché s'interdira de :

- Faire usage, à d'autres fins que celles du marché, des renseignements et documents qui lui seront fournis par l'ONDA.



- Communiquer à des tiers ou de publier des données, appartenant à l'ONDA, sous n'importe quel format.

Le Titulaire du marché est tenu de faire signer à chaque membre de l'équipe participant à ce marché, un engagement de respect de la confidentialité de toutes les informations relatives à ce marché. Une copie de ces engagements doit être remise à l'ONDA.

**De la même manière, l'ONDA se considérera comme entièrement lié par le secret professionnel.** Sauf autorisation expresse du titulaire du marché, l'ONDA s'interdit de divulguer à des tiers et de publier sous forme d'extraits, tout ce qu'il pourrait apprendre des techniques propres du titulaire du marché.

#### **ARTICLE 36 : PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE**

Du seul fait de la signature du marché, le Titulaire garantit l'ONDA contre toutes les revendications concernant les fournitures ou matériaux, procédés et moyens utilisés pour l'exécution des prestations et émanant des titulaires de brevets d'invention, licences d'exploitation, dessins et modèles industriels, marques de fabrique de commerce ou de service ou les schémas de configuration (topographie) de circuit intégré.

Il appartient au Titulaire le cas échéant, d'obtenir les cessions, licences d'exploitation ou autorisations nécessaires et de supporter la charge des frais et des redevances y afférentes.

En cas d'actions dirigées contre l'ONDA par des tiers titulaires de brevets, licences, modèles, dessins, marques de fabrique de commerce ou de service, et des schémas de configuration utilisés par le titulaire du marché pour l'exécution des prestations, ce dernier doit intervenir à l'instant et est tenu d'indemniser l'ONDA de tous dommages et intérêts prononcés à son encontre ainsi que des frais supportés par lui.

#### **ARTICLE 37 : OPERATIONS NON COMPRISES :**

- Les détériorations dues à des accidents ou à une utilisation anormale ;
- La remise en état des matériels modifiés par des tiers ;
- Les installations électriques extérieures aux appareils ;

#### **ARTICLE 38 : DEFINITION DES PRIX**

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 34 du CCAG-EMO.

### **Aéroport MOHAMMED V**

#### **Prix 01 : Maintenance préventive et curative complète (Pièces et main d'œuvre) d'un groupe électrogène de 630 KVA**

Y compris toutes sujétions.

Prix rémunère à l'unité.

#### **Prix 02 : Maintenance préventive et curative complète (Pièces et main d'œuvre) d'un groupe électrogène de 315 à 400 KVA**

Y compris toutes sujétions.

Prix rémunère à l'unité.

#### **Prix 03 : Maintenance préventive et curative complète (Pièces et main d'œuvre) d'un groupe électrogène de 100 à 250 KVA**

Y compris toutes sujétions.

Prix rémunère à l'unité.

**Prix 04 : Maintenance préventive et curative complète (Pièces et main d'œuvre) d'un groupe électrogène de 07 à 50 KVA**

Y compris toutes sujétions.

Prix rémunère à l'unité.

**Prix 05 : Remplacement des batteries de démarrage de type M15**

Similaire à l'existant.

Y compris toutes sujétions.

Prix rémunère à l'unité.

**Prix 06 : Remplacement des batteries de démarrage de type L5**

Y compris toutes sujétions.

Prix rémunère à l'unité.

**Prix 07 : Remplacement des batteries de démarrage de type L3**

Y compris toutes sujétions.

Prix rémunère à l'unité.

**Prix 08 : Remplacement de kit de sécurité incendie**

Y compris toutes sujétions.

Prix rémunère à l'unité.

**Prix 09 : Contrôle réglementaire d'un groupe électrogène**

Y compris toutes sujétions.

Prix rémunère à l'unité.

### Aéroport BENSLIMANE

**Prix 10 : Maintenance préventive et curative complète (Pièces et main d'œuvre) d'un groupe électrogène de 315 à 400 KVA**

Y compris toutes sujétions.

Prix rémunère à l'unité.

**Prix 11 : Ce prix rémunère à l'unité la maintenance préventive et curative complète (Pièces et main d'œuvre) d'un groupe électrogène de 100 à 250 KVA**

Y compris toutes sujétions.

Prix rémunère à l'unité.

**Prix 12 : Remplacement des batteries de démarrage de type M15**

Y compris toutes sujétions.

Prix rémunère à l'unité.

**Prix 13 : Remplacement d'un kit de sécurité incendie**

Y compris toutes sujétions.

Prix rémunère à l'unité.

**Prix 14 : Contrôle réglementaire d'un groupe électrogène**

Y compris toutes sujétions.

Prix rémunère à l'unité.



**Aéroport TIT MELIL****Prix 15 : Maintenance préventive et curative complète (Pièces et main d'œuvre) d'un groupe électrogène de 100 à 250 KVA**

Y compris toutes sujestions.

Prix rémunère à l'unité.

**Prix 16 : Remplacement des batteries de démarrage de type M15**

Y compris toutes sujestions.

Prix rémunère à l'unité.

**Prix 17 : Remplacement d'un kit de sécurité incendie.**

Y compris toutes sujestions.

Prix rémunère à l'unité.

**Prix 18 : Contrôle réglementaire d'un groupe électrogène**

Y compris toutes sujestions.

Prix rémunère à l'unité.

## Appel d'offres ouvert au rabais ou à majoration N° 145-22-AOO

### Maintenance des groupes électrogènes des aéroports CASABLANCA- MOHAMMED V, BENSLIMANE et CASABLANCA/TIT MELLIL

Direction concernée	Direction des Achats et de la Logistique
<p style="transform: rotate(-90deg); transform-origin: left top; white-space: nowrap;">Direction Aéroport Mohammed V Chef du Département Technique Signé : Abderrahim FARD</p> <p style="text-align: center; color: blue;">Le Directeur de L'Aéroport Mohammed V Signé : Abdelhak MAZOUR</p>	<p style="text-align: center; color: blue;">Le Directeur des Achats et de la Logistique</p> <p style="text-align: center; color: blue;">Abdellah BOUKHLOUF</p>
Direction Générale de l'ONDA	
<p style="color: red; font-weight: bold; font-size: 1.2em;">30 SEPT 2022</p> <p style="text-align: center; color: blue;">La Directrice Générale Habiba LAKLALECH</p> 	
Concurrent	
<p><b>Lu et accepté sans réserve</b></p>	